

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 87 — 911

1^{er} AVRIL 1987. — Arrêté de l'Exécutif flamand portant modification de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 décembre 1985 portant la délégation des compétences de décisions aux membres de l'Exécutif flamand

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 69;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 11 décembre 1985 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 décembre 1985 portant la délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Président de l'Exécutif flamand;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Article 2, 1, deuxième alinéa, littera e), deuxième alinéa de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 décembre 1985 portant la délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les décisions citées ci-après sont toutefois prises conjointement par les membres de l'Exécutif flamand :

1^o les décisions relatives aux recours introduits contre les décisions des députations permanentes portant sur les permis d'exploitation de carrières en plein air;2^o les décisions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, à concurrence d'un maximum de 75 millions de francs belges par emprunt en application de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique;3^o les décisions relatives au contrôle sur et au paiement de la dotation à la Commission Néerlandaise de la Culture;4^o les décisions relatives au paiement de la dotation à l'« Union Linguistique Néerlandaise ».

Art. 2. Les membres de l'Exécutif flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} avril 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,

Ministre communautaire de l'Economie et de l'Emploi,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

L. WALTNIEL

Le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale,

R. STEYAERT

Le Ministre communautaire du Logement,

P. AKKERMANS

Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement,

J. LENSSENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de

l'Aménagement du Territoire,

J. PEDE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Formation,

T. KELCHTERMANS

Le Ministre communautaire des Relations extérieures,

P. DEPREZ

Le Ministre communautaire de la Culture,

P. DEWAELE

REGION WALLONNE

F. 87 — 912

1^{er} AVRIL 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant agrément de certaines associations de communes en qualité d'organisme d'épuration

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et notamment l'article 6, § 1^{er}, V, 2^o et VIII, 1^o;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment les articles 17 et 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par l'arrêté du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 1er avril 1987 fixant les délégations à la mise en œuvre du décret du 7 octobre 1985;
 Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface, donné le 9 janvier 1987;
 Considérant en outre que les organismes d'épuration sont les opérateurs chargés de mettre en œuvre les programmes de lutte contre cette pollution;
 Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- « Décret » : le décret régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions les matières visées à l'article 6, § 1^{er}, V de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- « Ministre de tutelle » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions la tutelle telle qu'elle est définie à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- « Exécutif » : l'Exécutif régional wallon;
- « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Inspection générale de l'Eau.

Art. 2. L'Exécutif agréé provisoirement, en qualité d'organisme d'épuration, les associations de communes suivantes :

§ 1^{er}. L'Association intercommunale pour la Valorisation de l'Eau (A.I.V.E.), avenue Nothomb 8, à 6700 Arlon pour l'ensemble des communes de la Province de Luxembourg;

§ 2. L'Association intercommunale pour l'aménagement et l'expansion économique du Brabant wallon (I.B.W.), rue de la Religion 10, à 1400 Nivelles pour l'ensemble des communes de l'arrondissement de Nivelles de la province de Brabant;

§ 3. L'Association intercommunale pour le démergement et l'épuration des communes de la région liégeoise (A.I.D.E.), rue de la Digue 25, à 4210 Saint-Nicolas (Liège) pour l'ensemble des communes de la Province de Liège;

§ 4. L'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes techniques et économiques (I.G.R.E.T.E.C.), boulevard Mayence 1, à 6000 Charleroi pour les communes de Aiseau-Présles, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure/Nalinnes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles et les anciennes communes de Taminnes et Moignelée;

§ 5. L'Intercommunale namuroise de Services publics (I.N.A.S.E.P.), rue Basse Marcelle 15, à 5000 Namur pour l'ensemble des communes de la province de Namur à l'exception des anciennes communes de Taminnes et Moignelée;

§ 6. L'Intercommunale de Développement du Sud-Hainaut (Intersud), Grand'Rue 39, à 6530 Thuin pour les communes de Beaumont, Chimay, Erquennes, Froid-Chapelle, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Sivry-Rance et Thuin;

§ 7. L'Association intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage (I.D.E.A.), rue de Pâturages 74, à 7300 Quaregnon pour les communes de Anderlues, Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

Art. 3. L'agrément provisoire tel que défini à l'article 2 entre en vigueur lors de la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 4. Pour obtenir l'agrément définitif, les associations de communes dont question à l'article 2 introduisent à l'Administration dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté une demande d'agrément définitif accompagnée des documents suivants :

- le procès-verbal de l'assemblée générale au cours de laquelle l'objet social de l'Intercommunale a été mis en concordance avec les clauses et conditions fixées par l'article 18 du décret;
- une copie certifiée conforme de la décision du Ministre de Tutelle approuvant les modifications précitées;
- le programme pluriannuel d'assainissement pour le territoire de leur ressort établi pour la période 1987-1989.

Art. 5. L'agrément définitif est délivré par le Ministre dans un délai de trois mois à dater de la réception des documents dont question à l'article 4.

Art. 6. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1er avril 1987.

Le Ministre-Président chargé des Technologies nouvelles,
 des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale
 et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 87 — 912

WALLONISCHE REGION

1. APRIL 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Anerkennung gewisser Gemeindevereinigungen als Einrichtung für die Klärung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, Punkt 2 und VIII, Punkt 1;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 17 und 18;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 1. April 1987 zur Festlegung der Vollmachten, die zur Durchführung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 notwendig sind;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers, abgegeben am 9. Januar 1987;

In der Erwägung, dass die Einrichtungen für die Klärung ausserdem diejenigen sind, die mit der Ausführung des Programms zur Bekämpfung dieser Verschmutzung beauftragt sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- « Sondergesetz » : das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;
- « Dekret » : das Wallonische Regionaldekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz den Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonische Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die in Artikel 6, § 1, V, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten gehören;
- « Minister der Aufsicht » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die Aufsicht gehört, sowie sie in Artikel 6, § 1, VIII, Punkt 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt worden ist;
- « Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive;
- « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und Umwelt, Generalinspektion für Wasser.

Art. 2. Die Exekutive erkennt die folgenden Gemeindevereinigungen vorläufig als Einrichtungen für die Klärung an :

§ 1. Die « Association intercommunale pour la Valorisation de l'Eau (A.I.V.E.) » (Interkommunale Vereinigung für die Wasseraufbereitung), avenue Nothomb 8, in 6700 Arlon, für die Gesamtheit der Gemeinden der Provinz Luxemburg;

§ 2. Die « Association intercommunale pour l'Aménagement et l'Expansion économique du Brabant wallon (I.B.W.) » (Interkommunale Vereinigung für die wirtschaftliche Planung und Expansion von Wallonisch Brabant), rue de la Religion 10, in 1400 Nivelles, für die Gesamtheit der Gemeinden des Bezirks Nivelles der Provinz Brabant;

§ 3. Die « Association intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des Communes de la Région liégeoise (A.I.D.E.) » (Interkommunale Vereinigung für Entwässerung und Abwasserklärung der Gemeinden des Lütticher Gebiets), rue de la Digue 25, in 4210 Saint-Nicolas (Lüttich), für die Gesamtheit der Gemeinden der Provinz Lüttich;

§ 4. Die « Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes techniques et économiques (I.G.R.E.T.E.C.) » (Interkommunale Vereinigung für die Führung und Ausführung von technischen und wirtschaftlichen Studien), boulevard Mayence 1, in 6000 Charleroi, für die Gemeinden von Aiseau-Presles, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farcennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpennes, Ham-sur-Heure/Nalinnes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles und die ehemaligen Gemeinden von Tamines und Moignelée;

§ 5. Die « Intercommunale namuroise de Services publics (I.N.A.S.E.P.) » (Interkommunale Vereinigung von Namür für öffentliche Dienste), rue Basse Marcelle 15, in 5000 Namür, für die Gesamtheit der Gemeinden der Provinz Namür mit Ausnahme der ehemaligen Gemeinden von Tamines und Moignelée;

§ 6. Die « Intercommunale de Développement du Sud-Hainaut (Intersud) » (Interkommunale Vereinigung für die Entwicklung von Südhennegau), Grand'Rue 39, in 6530 Thuin, für die Gemeinden von Beaumont, Chimay, Erquelinnes, Froid-Chapelle, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Sivry-Rance und Thuin;

§ 7. Die « Association intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage (I.D.E.A.) » (Interkommunale Vereinigung für die Wirtschaftliche Entwicklung und die Planung der Regionen des Zentrums und des Borinage), rue de Pâturages 74, in 7300 Quaregnon, für die Gemeinden von Anderlues, Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

Art. 3. Die vorläufige Anerkennung, so wie sie in Artikel 2 festgelegt wird, gilt ab dem Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 4. Om eine endgültige Anerkennung zu erhalten, reichen die in Artikel 2 genannten Gemeindevereinigungen innerhalb drei Monaten ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen Antrag auf endgültige Anerkennung und folgende Dokumente bei der Verwaltung ein :

— das Protokoll der Generalversammlung, während der der Gesellschaftszweck der Interkommunalen Vereinigung mit den durch Artikel 18 des Dekrets festgelegten Bestimmungen und Bedingungen in Übereinstimmung gebracht worden sind;

— eine beglaubigte Abschrift des Beschlusses des Ministers der Aufsicht, der die vorerwähnten Abänderungen genehmigt;

— das mehrjährige Sanierungsprogramm in bezug auf das Gebiet, für das sie für die Periode 1987-1989 zuständig sind.

Art. 5. Die endgültige Anerkennung wird innerhalb drei Monaten nach Empfang der in Artikel 4 erwähnten Dokumente vom Minister erteilt.

Art. 6. Der Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7. Der vorliegende Erlass tritt an dem Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 1. April 1987.

Der Minister-Vorsitzenden, beauftragt mit den Neuen Technologien,
den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und den Personal,

M. WATHELET

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

—
VERTALING

—
WAALSE GEWEST

N. 87 — 912

1 APRIL 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende erkenning van sommige verenigingen van gemeenten in de hoedanigheid van zuiveringsinstelling

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 2° en VIII, 1°;

Gelet op de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 17 en 18;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 1 april 1987 tot vaststelling van de delegaties die nodig zijn voor de uitvoering van de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlaktewaters gegeven op 9 januari 1987;

Overwegende benevens dat de zuiveringsinstellingen de operatoren zijn die met de uitvoering van de programma's ter bestrijding van deze vervuiling belast zijn;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

— « Decreet » : de Waalse gewestelijke verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

— « Minister » : de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid de in artikel 6, § 1, V van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde aangelegenheden behoren;

— « Minister van het Toezicht » : de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheden het Toezicht behoort zoals bepaald in artikel 6, § 1, VIII, 1° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

— « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve;

— « Bestuur » : het Algemeen Bestuur van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu, algemene Inspectie van het Water.

Art. 2. De Executieve erkent voorlopig in de hoedanigheid van zuiveringsinstelling de volgende verenigingen van gemeenten :

§ 1. de Association intercommunale pour la Valorisation de l'Eau (A.I.V.E.), avenue Nothomb 8 te 6700 Aarlen voor het geheel van de gemeenten van de provincie Luxemburg;

§ 2. de Association intercommunale pour l'Aménagement et l'Expansion Economique du Brabant wallon (I.B.W.), rue de la Religion 10 te 1400 Nijvel voor het geheel van de gemeenten van het arrondissement van Nijvel van de provincie Brabant;

§ 3. de Association intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des Communes de la Région liégeoise (A.I.D.E.), rue de la Digue 25 te 4210 Saint-Nicolas (Luik) voor het geheel van de gemeenten van de provincie Luik;

§ 4. de Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes techniques et économiques (I.G.R.E.T.E.C.), boulevard Mayence 1 te 6000 Charleroi voor de gemeenten van Aiseau-Présies, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpennes, Ham-sur-Heure/Nalinnes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles en de voormalige gemeenten van Taminés en Moignelée;

§ 5. de Intercommunale namuroise de Services publics (I.N.A.S.E.P.), rue Basse Marcelle 15 te 5000 Namen voor het geheel van de gemeenten van de provincie Namen met uitzondering van de voormalige gemeenten van Taminés en Moignelée;

§ 6. de Intercommunale de Développement du Sud-Hainaut (Intersud), Grand'Rue 39 te 6530 Thuin voor de gemeenten van Beaumont, Chimay, Erquelines, Froid-Chapelle, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Sivry-Rance en Thuin;

§ 7. de Association Intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage (I.D.E.A.), rue de Pâturages 74 te 7300 Quaregnon voor de gemeenten van Anderlues, Binche, Boussu, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

Art. 3. De voorlopige erkenning zoals bepaald in artikel 2 treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Art. 4. Om de definitieve erkenning te verkrijgen moeten de in artikel 2 bedoelde verenigingen van gemeenten, binnen een termijn van drie maanden vanaf de inkrachttrading van dit besluit, een aanvraag voor definitieve erkenning bij het Bestuur indienen waarbij de volgende stukken worden gevoegd :

- het proces-verbaal van de algemene vergadering gedurende dewelke het maatschappelijke doel van de Intercommunale in overeenstemming gebracht werd met de door artikel 18 van de verordening vastgestelde bedingen en bepalingen;
- een eensluidend verklaard afschrift van de beslissing van de Minister van Toezicht goedkeurende de voormelde wijzigingen;
- het meerjarige saneringsprogramma voor hun territoriaal rechtsgebied opgesteld voor de periode 1987-1989.

Art. 5. De definitieve erkenning wordt door de Minister toegekend binnen een termijn van drie maanden vanaf de ontvangst van de in artikel 4 bedoelde stukken.

Art. 6. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Brussel, 1 april 1987.

De Minister-President belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Toezicht,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

A. LIENARD

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 87 — 913

4. MÄRZ 1987. — Erlass der Exekutive zwecks Festlegung der objektiven Kriterien zur Verteilung des Sonderfonds für Sozialhilfe unter die Öffentlichen Sozialhilfezentren der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 1987 und 1988

Wir, Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 80;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren, insbesondere des Artikels 105, Absatz 2, abgeändert durch Artikel 80 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983, und des Artikels 107;